



REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU NORD

ARRONDISSEMENT DE VALENCIENNES

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

Date de la Convocation : 28 mai 2021

Date d'affichage : 28 mai 2021

OBJET :	<b>Convention d'adhésion définissant les modalités de la prestation chômage avec le CDG59</b>
---------	---

L'an deux mille vingt et un, le quatre juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

**Présents :** Michel VENIAT, Alexandra PULLIAT, Romain MERVILLE, Régine GUILAIN, Francis WOJTOWICZ, Rossana CARLIER, André CROMBEZ, Danielle CHOTEAU, Daniel TISON, Catherine ESTAUQUET, Dominique JOHN, Brigitte DUBOIS, Jean- Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Yves PETIT, Patrick ZIATKOWSKI, Béatrice BOUDRY, Régis FASSART, Guillaume LECARPENTIER, Séga SOUMARE, Mathilde LARGILLET, Sami JOURNET, Michelle BLEUSE, Julien FRANQUET, Caroline VARLET, Cédric NOULIN, Virginie CARLIER

**Absents ayant donné pouvoir :** Me CARBOULET a donné procuration à Me CHOTEAU  
Me EGELE a donné procuration à Me CHOTEAU  
Mr BRAHMA a donné procuration à Mr VENIAT  
Me KULCZYCKI a donné procuration à Mr LECARPENTIER  
Mr OMIETANSKI a donné procuration à Me VARLET

**Absents :** Laurence SALVA

**Secrétaire de séance :** Brigitte DUBOIS

<b>Nombre de</b>	<b>En exercice :</b>	<b>33</b>	<b>Vote :</b>	<b>Pour :</b>	<b>32 / 32</b>
<b>Conseillers</b>	<b>Présents :</b>	<b>27</b>		<b>Contre :</b>	<b>0 / 32</b>
<b>Municipaux :</b>	<b>Votants :</b>	<b>27 + 5 procurations</b>		<b>Abstentions :</b>	<b>0 / 32</b>

### Présentation :

Tous les fonctionnaires et agents contractuels territoriaux de droit public involontairement privés d'emploi ont droit, s'ils remplissent les conditions, au versement de l'allocation d'assurance chômage appelée allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) dans les mêmes conditions que les salariés du secteur privé.

Pour remplir ces conditions, un travailleur privé d'emploi doit s'inscrire sur la liste des demandeurs d'emploi auprès de Pôle emploi et accomplir des recherches actives et répétées en vue de retrouver un emploi, de créer ou de reprendre une entreprise.

Les employeurs publics qui assurent eux-mêmes la gestion et la charge du versement de l'ARE (sans convention de gestion) constituent un cas particulier : ils doivent s'assurer que le demandeur d'emploi remplit toutes les conditions auxquelles le versement de l'ARE est subordonné.

Pour ce faire, Pôle emploi adresse à l'employeur public concerné un courrier d'information sur la situation du demandeur d'emploi qu'il indemnise. Ce courrier mentionne, le cas échéant, les changements de situation du demandeur d'emploi ainsi que l'éventuel motif de radiation de la liste des demandeurs d'emploi. L'employeur public peut également se rapprocher de Pôle emploi, en cas de doute sur l'effectivité de la recherche d'emploi de ses anciens agents. Il appartient à Pôle emploi de contrôler la réalité de la recherche d'emploi et de radier le cas échéant le demandeur d'emploi de la liste des demandeurs d'emploi. En revanche, c'est l'employeur qui est compétent en matière de versement de l'ARE.

Habituellement, la commune s'appuyait sur les services du Centre de Gestion du Nord pour l'éligibilité et le calcul de l'ARE à verser aux agents concernés.

Par délibération de son Conseil d'Administration en date du 15 avril 2021, le CDG59 propose d'accompagner les collectivités et établissements territoriaux dans le calcul des droits aux allocations chômage et dans le suivi du dossier des agents involontairement privés d'emploi par adhésion à une offre de services faisant l'objet d'une tarification au titre d'une convention.

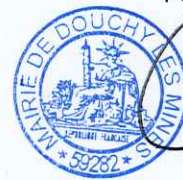
**Délibération :**

- Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- Considérant que la participation à ce dispositif participe au bon fonctionnement des services de la commune ;
- Considérant les conditions de la convention d'adhésion définissant les modalités de la prestation chômage ;

**Le Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer les conventions d'adhésion successives relatives à l'adhésion définissant les modalités de la prestation chômage avec le CDG59 pour la durée du mandat.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.



Pour extrait conforme,  
Le Maire,

*Michel VENIAT*  
**Michel VENIAT**

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du .....

par sa publication en date du .....

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.*